

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DRIRE Bourgogne

AR/M2H/2007.831

Groupe de Subdivisions : GS21		Subdivision : D3	
Nom de l'inspecteur : Anne RATAYZYK Date de la lettre d'annonce de l'inspection : Type d'inspection : <input type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input checked="" type="checkbox"/> ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/> inopinée ou <input type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> planifiée ou <input checked="" type="checkbox"/> circonstancielle Date de l'inspection : 7 décembre 2007 Détail des circonstances : Vérifier l'activité réalisée sous la rubrique 2940. Classement IPPC.			
Société BRUGERE Commune CHATILLON-sur-SEINE Activité : Exploitation de lignes de déroulage de bois et d'un atelier de contreplaqué		Autorisation Priorité : autre	
Liste des installations inspectées : ateliers de déroulage et de contre collage. Thèmes : Classement de l'établissement vis-à-vis de la directive IPPC. Référentiels de l'inspection : <i>Arrêté préfectoral du 28 août 1998</i> <i>Arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2002</i>			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : MM. DARGERE, MERCY , LAPHORI.			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : Les colles utilisées sont des colles à base aqueuse ne présentant aucune phrase de risques et ne contenant aucun solvant. Les fiches de sécurité ont été examinées et l'inspection a montré qu'effectivement il n'y avait aucun collage à base de solvants utilisé sur le site. En conséquence, l'établissement ne relève pas de la directive IPPC. Quelques observations ont été émises par rapport à l'arrêté : - article 24 : le tas de cendres est relativement important et il conviendra de l'éliminer et de faire parvenir le bordereau d'élimination de ces déchets. - Il conviendra de vérifier la conformité de la chaufferie à l'arrêté ministériel du 25/07/1997. - Il a été également demandé à l'exploitant les actions correctives envisagées suite à l'incendie qu'il y a eu en 2003 dans le silo de déchets de bois. En particulier, il n'y a aucun système de détection dans le silo ni aucune borne d'incendie à proximité.			

Suites envisagées :

Nécessité de mettre à jour les prescriptions.
Propositions au préfet.

Liste des documents établis suite à la visite :

Lettre à l'exploitant

Date et signature de l'inspecteur : 10 décembre 2007

L'Inspecteur des Installations Classées,



A. RATAYZYK